



L'édito :

Les accueils INDECOSA-CGT

Dunkerque, Armentières, Lille, Roubaix, Tourcoing, Halluin, Comines, Seclin, Douai, Cambrai, Valenciennes, Denain, St Amand les Eaux, Onnaing, Aulnoy-Aymeries, Maubeuge, Fourmies.

Contacter INDECOSA-CGT NORD

Site : www.indecosa-cgt59.fr
Mail : contact@indecosa-cgt59.fr

Des élus administrateurs INDECOSA-CGT à :

- ✚ Flandre Opale Habitat
- ✚ Le Cottage Social des Flandres
- ✚ Partenord Habitat
- ✚ Tisserin Habitat (ex SRCJ)
- ✚ SIGH
- ✚ Vilogia ET Vilogia-LOGIFIM
- ✚ OPH de FOURMIES



Aux urnes locataires !

L'année 2022 sera marquée par plusieurs scrutins !

En effet, outre les élections présidentielles, celles organisées au sein des entreprises et de la fonction publique, les locataires des bailleurs sociaux auront l'avantage de pouvoir élire leurs représentants en fin d'année 2022.

C'est un réel atout que d'avoir un représentant « locataire » qui porte la parole « des locataires ».

Le 22 octobre 2021, INDECOSA-CGT annonçait à ses adhérents réunis à Dunkerque, à l'occasion d'un Comité Général de la CGT, le lancement de la campagne 2022 pour le renouvellement des représentants des locataires des bailleurs sociaux.

Presque simultanément, un sondage était initié par la CGT du Nord afin de recenser les syndiqués CGT adhérents à INDECOSA-CGT et locataires d'un bailleur social.

Alors que nous n'avons des représentants des locataires INDECOSA-CGT que chez 9 bailleurs (Flandre Opale Habitat, Le Cottage Social des Flandres, LOGIFIM-VILOGIA, PARTENORD HABITAT, TISSERIN HABITAT ex SRCJ, SIGH, OPH de Fourmies, Maisons & Cités, VILOGIA), c'est chez 11 autres bailleurs que les locataires pourraient élire des représentants INDECOSA-CGT :

LMH, SIA, Habitat des Hauts de France, PROMOCIL, Logis Métropole, ICF, NOREVIE, Habitat du Nord, Notre Logis, 3F Notre Logis, LOGIREM.

Pour vous Locataires, pourquoi cette élection a-t-elle autant d'importance ?

- **Les représentants des locataires se prononcent sur l'augmentation des loyers.**

D'ailleurs, au regard de la situation économique et sociale de notre pays, de la crise sanitaire, de l'augmentation de l'énergie et du carburant, de la stagnation des salaires et des retraites, de la réforme des APL, **les représentants INDECOSA-CGT ont voté contre l'augmentation des loyers pour 2022.**

- **Ils interviennent dans les décisions d'attribution des logements.**

- **Ils mettent tout en œuvre pour éviter les expulsions locatives.**

- **Ils sont informés des constructions, des réhabilitations et accompagnent les locataires face à des problèmes de maintien en bon état du logement.**

- **Les représentants des locataires veillent à ce que les locataires puissent bénéficier d'un logement et d'un cadre de vie digne de ce nom.**

Créée par la CGT, INDECOSA-CGT est une association d'information et de défense des consommateurs salariés, privés d'emploi et retraités.

Les représentants INDECOSA-CGT qui seront élus chez les bailleurs sociaux défendront tous les locataires.

Leur priorité : mettre les locataires en action afin qu'ils puissent agir avec INDECOSA-CGT pour défendre leurs conditions de vie dans leur logement, dans leur quartier.

Citoyens, salariés, fonctionnaires, locataires saisissons nous de ce droit de voter !

En 2018, le taux de participation des locataires aux élections de leurs représentants n'a pas dépassé les 25%. **Le désintérêt, le repli sur soi, l'abstention comme moyen de contestation n'ont jamais été porteurs de progrès social !**

Ce n'est pas parce qu'on est locataire chez un bailleur social qu'on est un SOUS-CITOYEN !

L'ENERGIE ÇA MONTE, MONTE, MOONTE (mais pas les salaires...)



LE CARBURANT

En un an, votre plein a augmenté de
+ 26,5% pour le gasoil
+ 24% pour le Sans Plomb 95
+ 23% pour le Sans Plomb 98

vos pleins, c'est aussi 66% de taxes et 70 milliards pour Shell, BP, Total, Exxon, Chevron...



LE GAZ

+ 57% sur vos factures depuis janvier 2021. Ces 5 dernières années, pour 3 millions de foyers français qui se chauffent au gaz, les factures de gaz ont augmenté de 500 euros.

Et les profits des actionnaires d'ENGIE (ex-GDF) ont été multipliés par 3 depuis 2019



L'ELECTRICITE

+70% sur vos factures d'électricité en 14 ans. Deux augmentations par an depuis 5 ans. Plus de 100 Euros supplémentaires par foyer et par an.

En attendant les 12% en plus prévus à partir de janvier, les actionnaires se partageront les 5 milliards de bénéfices de l'année 2021

ÇA SUFFIT !

INDECOSA-CGT NORD revendique :

La renationalisation du secteur de l'énergie (gaz et électricité) sous contrôle des salariés et des usagers faire baisser les prix et garantir l'entretien du réseau sur la base de la réponse aux besoins sur tout le territoire.

La baisse des prix et des taxes sur le carburant

une hausse conséquente des salaires, des pensions et des minimas sociaux sur la base d'un SMIC à 2000 euros brut



Ne vous inquiétez pas : c'est automatique !



Combien de fois, qu'il s'agisse du calcul des impôts, des aides aux logements ou primes diverses, n'avons-nous pas entendu « Ne vous inquiétez pas : c'est automatique » ?

A partir de cette affirmation lancée par les pouvoirs publics via les réseaux sociaux et les médias, nous sommes nombreux à faire confiance et à accepter de payer des impôts, par exemple, alors que nous sommes exemptés. Nombreux aussi sont ceux qui se passent de certaines prestations sociales auxquelles ils peuvent y prétendre, pour les mêmes raisons.

Il y a quelques semaines, lors d'un porte-à-porte organisé par notre association, alors que nous échangeons sur la réforme des APL, dont les conséquences sont non négligeables sur le montant des versements pour un bon nombre, un locataire nous indiquait ne plus percevoir les APL qui s'élevaient à une centaine d'euros alors que sa situation financière n'avait pas bougé.

Non à l'augmentation des loyers !

Le droit au logement est un droit fondamental. La dégradation du contexte économique que nous subissons chaque jour, met encore plus à mal la possibilité de se loger dignement :

- La réforme des APL,
- La hausse faramineuse du prix de l'alimentation (même des produits de première nécessité),
- Du gaz,
- De l'électricité,
- Des carburants, entraînent une baisse inéluctable de notre pouvoir d'achat !

En novembre, chaque année, des bailleurs sociaux proposent à leur conseil d'administration une augmentation des loyers.

Pour cette année: 0,42%

**Pour nous l'INDECOSA CGT c'est 0,42% de trop !
Se loger oui ! Mais pas à n'importe quel prix !**

Les contacts étaient immédiatement pris avec les administrateurs CGT de la CAF. Après interpellation des services par ces derniers, il s'avérait qu'en réalité, le problème était consécutif à une erreur survenue dans l'enregistrement des revenus du locataire par la CARSAT qui s'est répercutée dans la déclaration d'impôts. Face aux réductions de personnels, aux restrictions du nombre de guichets dans les centres des impôts comme dans les caisses de protection sociale (famille, Maladie, Retraite, pôle emploi) au profit du « tout informatique » avec des robots comme interlocuteurs, le locataire s'était résigné à se priver de l'APL pourtant indispensable au vu de ses moyens.

Face à cette situation, qui est loin d'être singulière, INDECOSA-CGT revendique des services publics, des entreprises publiques, répondant aux attentes et besoins des populations et donc à l'intérêt général.

Surtout, INDECOSA-CGT invite les citoyens à ne pas rester seuls face à leurs difficultés.

Les accueils INDECOSA-CGT sont organisés au sein des syndicats CGT existant dans les entreprises privées et publiques mais aussi au sein des Unions Locales CGT des villes de Dunkerque, Armentières, Lille, Roubaix, Tourcoing, Halluin, Comines, Seclin, Douai, Cambrai, Valenciennes, Denain, St Amand les Eaux, Onnaing, Aulnoye-Aymeries, Maubeuge, Fourmies.

C'est pourquoi vos représentants INDECOSA CGT ont toujours refusé, refusent, et refuseront toujours toute augmentation des loyers.

Certains de vos représentants aux conseils d'administration ont déjà voté **NON** :

- OPH Fourmies habitat
- Partenord Habitat
- Vilogia Logifim
- LMH
- F.O.H
- S.I.G.H

D'autres conseils d'administration vont suivre : **pour l'INDECOSA CGT, chaque vote sera un non !**

L'INDECOSA CGT œuvre au quotidien avec, pour seule et unique préoccupation :

LA DÉFENSE DE VOS INTÉRÊTS À TOUTES ET À TOUS !!

Rénovation des logements sociaux

La consommation énergétique des bâtiments représente 45 % de l'énergie du pays et 25 % des émissions de gaz à effet de serre. En France, un logement sur cinq est qualifié de « passoire thermique ». Ce sont des logements très mal isolés et qui comportent des ponts thermiques, c'est-à-dire des zones où s'engouffrent le froid l'hiver et la chaleur l'été.

Ces logements posent de véritables problèmes pour l'environnement et l'économie en France.

L'enveloppe envisagée pour la rénovation des logements sociaux n'est que de 500 millions d'euros pour les années 2021 et 2022, dont 40 millions d'euros qui seraient réservés à un appel à projet visant à massifier les solutions industrielles pour un objectif de 10 000 logements rénovés. À ce stade, le nombre de logements pouvant être aidés sur le volet restructuration-réhabilitation lourde peut être estimé à environ 40 000. Un pur effet d'annonce, car c'est une goutte d'eau au regard des 7 millions de logements mal isolés recensés.

Ramené à un coût par mètre carré, pour une surface moyenne de 88 m², le propriétaire ou le locataire d'un logement bien isolé s'acquittera d'une facture annuelle en dépenses d'énergie d'environ 3,50 euros par m² tandis que l'occupant d'une « passoire thermique » se verra demander pas moins de 32 euros le mètre carré. Ce qui de fait aggrave les inégalités sociales, les occupants des logements les plus énergivores étant les salariés à faible budget, les demandeurs d'emploi et de plus en plus de retraités.



Ainsi près de 4 millions de ménages ont des difficultés à payer leur facture d'énergie.



Dans les faits, le gouvernement réduit le montant des aides au logement, pénalisant les ménages les plus modestes et s'attaque au 1 % logement.

La politique du gouvernement en matière de logements s'axe prioritairement autour de défiscalisations qui finalement bénéficient aux plus aisées. A contrario, pour la très grande majorité de nos concitoyens, l'aide au logement a été amputée, désindexée de l'inflation et vient de connaître une modification restrictive des bases de calcul. Après une baisse de son montant, 1,2 million de personnes ont connu une diminution de l'APL et 600 000 personnes ont vu leur allocation supprimée. Les jeunes actifs ne bénéficient plus de cette allocation qui était une aide à leur installation.

INDECOSA-CGT, propose entre autres sur le logement :

Encadrer les loyers et rétablir les aides au logement ;

Investir massivement dans la réhabilitation des logements. La rénovation annuelle de 500 000 logements permet la création ou le maintien de 75 000 emplois directs et indirects en majorité locaux, non délocalisables. Un plan de rénovation énergétique de l'habitat permet par ailleurs de structurer la filière de la rénovation énergétique. Les secteurs impactés sont : les artisans du bâtiment, les fabricants de composants de chaudières et de fenêtres, les entreprises de distribution et de fabrication des matériaux et équipements d'habitation...

Produire en France 200 000 logements publics locatifs sociaux par an pendant cinq ans, auxquels s'ajouteront ceux de la politique de la ville (40 000/an). Ces logements doivent être de qualité et bénéficier d'un financement important de l'État.